

Indécision feinte du palais et coterie à la manœuvre ?

Et si tous les commentaires de la presse n'étaient que de simples suppositions fondées sur les apparences alors que le silence du palais était déjà une réponse ?

La longue attente, ayant contraint les journaux à conjecturer à longueur de colonnes sur des hésitations de Bouteflika, jamais vérifiées, sera-t-elle bientôt abrégée à travers un signal fort qui lèverait les derniers doutes sur son intention de rempiler ? C'est probablement à cette décision qu'il faut se préparer, laquelle refroidira cette petite fièvre qui, depuis quelques semaines, avait gagné les improbables candidats à la... candidature. Vainqueur avant d'avoir vaincu, l'indéboulonnable Président-sortant aura-t-il alors besoin de challengers dès l'instant où les jeux sont faits par avance ? Comme les quinquennats de sa réélection constituent une série parfaite de la magie des urnes, il n'y a désormais plus de raison de croire qu'il prenne à lui seul le risque de s'exposer à la transparence d'un vote. Imprégné de la vieille culture de la conquête du pouvoir puis de son accaparement, Bouteflika est semblable à la plupart

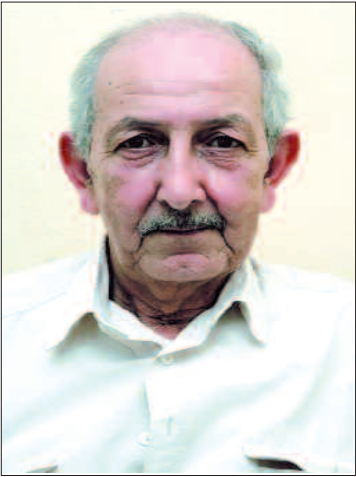
de ceux qui l'ont précédé. La méthode immuable qui consiste à considérer l'acte électoral comme une simple ratification de quelques contrats passés «ailleurs» est, d'une certaine manière, un héritage historique de notre pays. Pour mémoire, l'Algérie doit à un certain Naegelen, alors gouverneur français en poste à Alger, cette notoriété dans le truquage des urnes. Ce qui ne fut qu'une péripétie de la malversation du régime colonial a fini par déteindre sur les coutumes politiques de ce pays dès le recouvrement de sa souveraineté. D'ailleurs, le raccourci

«élections à l'algérienne» qui, initialement, désignait ce délit dans le débat franco-français bénéficiera d'une seconde vie, indigène celle-ci, à travers le recours à la manipulation qu'ont connu par la suite nos votes. A l'exception d'un certain référendum, organisé dans une pagaille heureuse le 1^{er} juillet 1962, plus jamais nos consultations ne furent transparentes par la suite. C'est dire que les régimes successifs ne se sont que rarement crus en devoir de tenir compte des avis exprimés dans les isolements. Dès lors que les légitimités

obéissaient aux seuls rapports de force, les scrutins ne pouvaient que relever du folklore. Les spécialistes dans les enquêtes d'opinion pourront assez facilement corroborer cet état de fait à travers l'examen de la dizaine d'élections présidentielles organisées depuis l'indépendance. Car, malgré les contextes différents dans lesquels elles se déroulèrent, ne furent-elles pas dans leur totalité estampillées par le bourrage au profit de celui que le système avait désigné préalablement. Les scores à la soviétique qui ont permis à Bouteflika de démonétiser en 2004 et 2009 la compétition électorale seront sans doute au rendez-vous en avril prochain.

Peu importe aux maîtres d'œuvre que la défection de l'électorat soit perceptible le jour voulu dès l'instant où tactiquement ils ont appris, depuis quelques scrutins, à faire de l'absentéisme un paramètre de leur vertueuse transparence ! D'ailleurs, ce tour de passe-passe n'avait-il pas inspiré une inénarrable rhétorique politique à un précédent ministre de l'Intérieur qui l'avait salué comme le signe «d'une maturité politique» de l'électeur. Il est vrai qu'en la circons-

tance, il n'analysait que l'impact de l'absentéisme dans un scrutin secondaire. Celui des communes ! L'aveu est en soi véniel et ne doit en aucune façon s'appliquer au plébiscite répétitif du président de la République. L'appareil d'Etat, dont la double mission consiste probablement à recruter des faire-valoir en qualité d'outsiders puis à élaborer le tableau de marche des taux de telle manière que l'opération soit pliée en un petit tour, n'est-il pas déjà solidement verrouillé par la coterie politique du palais ? Belaïz à l'Intérieur, Louh à la Justice, Medelci au Conseil constitutionnel et évidemment Sellal à la coordination sont tout à fait connus de la classe politique pour que celle-ci puisse se faire quelques illusions probabilités sur l'issue d'un certain soir d'avril. Manifestement, celles parmi les personnalités qui persisteront dans leur désir de se prêter à un faux challenge ne peuvent ignorer le risque moral qu'elles encourent à travers la connivence qui leur sera servie dans un emballage de probité républicaine. La ficelle politico-patriotique est trop grosse pour se laisser accrocher par des engage-



Par Boubakeur Hamidechi
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

ments vertueux alors que le scénario du hold-up électoral est écrit à l'avance. En clair, un scrutin en présence du Président sortant n'est rien d'autre qu'un guet-apens de plus. Celui qui sera, hélas, de trop pour le pays.

B. H.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com



Ma Ghadhnich !

Autoroute Est-Ouest. Aucun effondrement de tunnel ni d'affaissement de chaussée depuis près de 6 heures et 45 minutes.

Un miracle !

Un ami — que dis-je ? — un frère tellement ce monsieur m'est proche, m'a surpris l'autre jour en m'avouant que les images de Abdekka peinant à tenir le Conseil des ministres, le très court film le montrant extrêmement affaibli, l'avaient ému, voire remué au plus profond. En langage algérien, lui qui n'a jamais pu gober la gouvernance Boutef' depuis 1999, m'a lâché «Ghadhni !». Traduit : il m'a fait pitié ! Depuis cette discussion, je dois bien l'avouer, je gamberge ! Pas sur Abdekka, mais sur moi-même. Suis-je normal ? Suis-je dénué de toute compassion ? Et je dois bien l'avouer, mon «gambergeage» n'a pas duré longtemps. A mes yeux, aux yeux de la morale et de l'éthique qui guident ma vie, et celle de mes enfants, je l'espère, moi, Boutef', «Ma Ghadhnich !». C'est dit brutalement, frontalement, mais ça a au moins l'avantage d'être honnête et clairement énoncé. Je ne me suis pas apitoyé en voyant ces images d'un vieillard malade. Pour une raison toute simple : comment expliquer aux veuves, aux veufs et aux enfants de Boucebsi, Djaout, Belkhenchir, Aslaoui-Hammadi, aux parents des cinq enfants du tunnel de la mort de la résidence Al-Mithak et à tous les autres que j'ai finalement failli à mon serment ? Comment leur faire admettre que j'ai eu pitié de celui qui a gratifié de titres de noblesse les assassins de leurs maris, de leurs épouses, de leurs chérubins ? J'aurais peut-être eu de la pitié pour un homme âgé et malade, mais qui aurait reconnu sa faute, admis qu'il avait blessé les mémoires meurtries des victimes du terrorisme. Mais non ! Jamais il n'a demandé pardon. Juste pardon de l'acte hautement infâme de glorifier le boucher. Et d'ailleurs, avais-je seulement le droit de pardonner à leur place ? Comment avoir pitié aujourd'hui d'un homme qui a donné la troupe contre près de deux millions de manifestants algériens venus des régions kabyles et chaouies du pays dire pacifiquement leur colère, et sur lesquels ont été déversés insultes,

coups de matraques et balles ? Comment éprouver de la pitié envers un homme qui a donné son feu vert à la répression du Printemps noir, faisant couler du sang de mes compatriotes sur les trottoirs d'une portion de mon Algérie ? Des Algériens ont tiré sur d'autres Algériens, et aujourd'hui, il faudrait que j'aie pitié de celui qui a dit «Allez-y ! Tirez !» ? Comment ressentir de la pitié envers un homme qui ne s'est jamais présenté devant les familles traumatisées pour dire toute sa solidarité présidentielle, préférant la réserver aux victimes blondes et occidentales d'attentats et de catastrophes plus ou moins naturelles ? Comment éprouver de la compassion envers un homme qui nous a de tout temps parlé en roulant de gros yeux, en nous zyeutant avec haine, en nous menaçant à tout bout de champ de repartir et de nous laisser là, en traitant une partie de nous de «nains», en prenant au collet nos universitaires et nos savants, en faisant mine de chercher dans la poche de son veston le mari d'une dame qui ne demandait qu'à faire le deuil de son compagnon ? Et puis, par-dessus tout, définitivement, peut-être faut-il que je réaffirme ce que j'ai eu à écrire, ici même, à plusieurs reprises : mon aversion profonde pour cette «tradition» supposée musulmane qui consiste à pardonner mécaniquement, systématiquement, le jour de l'Aïd ou d'une quelconque autre journée du calendrier religieux à celui qui vous a offensé tout le restant de l'année. Je ne me reconnais pas dans ce dogme hypocrite. Ce n'est pas là ma religion. Je ne peux ressentir aucune pitié pour celui qui a fait souffrir les miens, mon peuple. Ça peut paraître démagogique, voire un brin désuet. Ou pis, inhumain. Non ! C'est juste un profond respect que j'éprouve pour la parole donnée au bord des tombes. Je ne peux être parjure aujourd'hui. Y a-t-il plus infâme qu'un parjure aux morts ? Comment pourrais-je, demain encore, croiser Leïla sans baisser les yeux au sol, si je pardonnais à cet homme-là ? Je ne peux fuir le regard de Farida. Je ne le puis ! Je ne le veux. Et je ne le voudrais jamais ! C'est dit ! Sans haine. Mais aussi sans aucune pitié ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.